

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.770/4
DU 17 FÉVRIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 28 janvier 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements de régions.

La demande d'avis mentionne à cet égard :

"L'avis des Régions est demandé en même temps que l'avis présent. Une réunion de concertation s'est tenue le 17 décembre 2009, dont vous trouvez le compte-rendu en annexe".

Il revient à l'auteur du projet de veiller au complet accomplissement de cette formalité préalable.

2. Outre l'avis de l'Inspecteur des Finances, le projet doit également obtenir l'accord du Ministre du Budget.

Observations générales

1. Le projet règle de manière peu claire la succession éventuelle de permis de conduire provisoire dans le temps.

Les articles 3 et 5 actuels de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B ne semblent pas exclure qu'un candidat obtienne successivement plusieurs permis de conduire provisoires B, valables

.../...

pour une période de trois ans, pour autant qu'il effectue sa demande avant l'expiration du délai de trois ans et après avoir réussi un examen théorique durant ce délai.

Le texte en projet n'empêche pas ce renouvellement, pour autant que le candidat introduise une demande de nouveau permis provisoire avant l'expiration de la période de validité du permis provisoire précédent. En revanche, le candidat qui aura laissé s'expirer le délai de validité de son permis provisoire B sans avoir réussi l'examen pratique ne pourra présenter celui-ci, sans avoir suivi un minimum de six heures de cours pratiques dans une école de conduite, et ne pourra, même s'il réussit à nouveau l'examen théorique, obtenir un nouveau permis provisoire qu'après un délai de trois ans suivant l'expiration de son permis provisoire précédent.

La question se pose de savoir si une telle différence de traitement selon que le candidat laisse s'expirer ou non le délai de validité de son permis provisoire sans réussir l'examen pratique et sans introduire une nouvelle demande de permis provisoire, est bien conforme au principe d'égalité. Si l'objectif légitime de l'auteur du projet est qu'un candidat au permis de conduire ne puisse renouveler un permis de conduire provisoire B de même type, sauf à laisser courir un délai de trois ans entre ces deux permis de conduire provisoires, le principe d'égalité serait mieux respecté si les articles 3, 5 et 5/1 en projet étaient modifiés de manière à préciser qu'un nouveau permis de conduire provisoire ne peut être obtenu par un candidat qu'après l'expiration d'un délai de trois ans suivant l'expiration de la validité du permis provisoire précédent.

L'article 5/1, § 2, n'est en effet pas suffisamment explicite puisqu'il ne règle exclusivement que la succession d'un permis de conduire provisoire B avec guide et d'un permis de conduire provisoire B sans guide.

Dans ce contexte, mieux vaudrait également abroger la deuxième phrase de l'article 5 actuel, dont la première phrase devient l'alinéa 1^{er} ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Il se déduit en effet *a contrario* de cette disposition que le candidat, qui est ou qui a été détenteur d'un permis de conduire provisoire, peut, sans délai, obtenir un "nouveau" permis de conduire provisoire pour autant qu'il ait réussi un examen théorique depuis moins de trois ans, ce qui va à l'encontre de l'objectif poursuivi par le projet.

2. Compte tenu des conséquences attachées par le projet à l'expiration du délai de validité du permis de conduire provisoire, la question se pose de savoir si le principe d'égalité ne serait pas mieux respecté s'il était permis à un candidat qui est dans l'impossibilité de poursuivre son apprentissage durant la période de validité de son permis de conduire provisoire, à la suite par exemple d'un accident, d'une maladie ou d'un autre cas de force majeure, de demander la suspension de la validité de ce permis provisoire et la prorogation de cette validité d'un délai égal à la durée de la suspension, à l'instar de ce que le projet prévoit en cas de déchéance du permis de conduire provisoire.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 4 du projet.

Observation particulières

Préambule

À l'alinéa 7 du préambule, consacré au visa du présent avis, les termes "§ 1^{er}," doivent être insérés entre les mots "de l'article 84," et "alinéa 1^{er}, 1/,".

Dispositif

Article 2

À l'article 3, § 2, d), alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 précité (article 2 du projet examiné), les mots "partenaire légal" doivent être remplacés par les mots "conjoint ou cohabitant légal".

Article 4

Tel qu'il est rédigé, l'article 5, alinéa 2, en projet semble redondant avec l'article 8, § 6, 2/, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

.../...

Cette disposition sera toutefois revue à la lumière de l'observation générale 2.

Article 8

La disposition en projet renvoie à "l'article 5/1, alinéa 2"; sans doute faut-il lire "l'article 5/1, § 1^{er}, alinéa 2".

Article 9

L'article 9 du projet examiné vise à omettre les mots "et de l'article 69, § 7, alinéa 3", de l'énumération figurant à l'article 11 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 précité.

Cette suppression doit prendre la forme d'une restructuration de l'énumération figurant dans cet article, afin d'y réinsérer les termes "et de" avant la dernière disposition citée.

Annexes

La mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ..." doit figurer au bas de chacune des annexes du projet ⁽²⁾.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 172 et formule F 4-8-1.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.770/4
VAN 17 FEBRUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 28 januari 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B en van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In de brief met de adviesaanvraag staat wat dat betreft het volgende :

"L'avis des Régions est demandé en même temps que l'avis présent. Une réunion de concertation s'est tenue le 17 décembre 2009, dont vous trouvez le compte-rendu en annexe".

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat volledig aan dat voorafgaande vormvereiste wordt voldaan.

2. Het ontwerp vereist, naast het advies van de inspecteur van Financiën, ook de akkoordbevinding van de minister van Begroting.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp regelt op vrij onduidelijke wijze wat eventueel volgt op het behalen van een voorlopig rijbewijs.

.../...

De huidige artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B lijken niet uit te sluiten dat een kandidaat achtereenvolgens verscheidene voorlopige rijbewijzen B krijgt, die telkens geldig zijn voor een periode van drie jaar, voor zover hij zijn aanvraag indient voordat de termijn van drie jaar verstreken is, en hij in die periode geslaagd is voor een theoretisch examen.

De ontworpen regeling staat die vernieuwing van het voorlopig rijbewijs niet in de weg voor zover de kandidaat een aanvraag om een nieuw voorlopig rijbewijs indient vóór het verstrijken van de geldigheidsperiode van het vorige voorlopig rijbewijs. De kandidaat die daarentegen de geldigheidstermijn van zijn voorlopig rijbewijs B heeft laten verstrijken en niet geslaagd is voor het praktisch examen, kan dat examen pas afleggen nadat hij minstens zes uur rijles heeft gevolgd aan een rijsschool, en kan, ook al slaagt hij opnieuw voor het theoretisch examen, pas een nieuw voorlopig rijbewijs krijgen na een termijn van drie jaar na het verstrijken van zijn vorige voorlopig rijbewijs.

De vraag rijst of zulk een verschil in behandeling naargelang de kandidaat al dan niet de geldigheidsdatum van zijn voorlopig rijbewijs laat verstrijken zonder geslaagd te zijn voor een praktisch rijexamen en zonder een nieuwe aanvraag om een voorlopig rijbewijs te hebben ingediend, wel strookt met het gelijkheidsbeginsel. Ook al streeft de steller van het ontwerp het legitieme doel na ervoor te zorgen dat iemand die een rijbewijs wil halen pas een nieuw soortgelijk voorlopig rijbewijs B kan krijgen wanneer hij een termijn van drie jaar laat verlopen tussen die twee voorlopige rijbewijzen, het gelijkheidsbeginsel zou beter in acht genomen worden indien de ontworpen artikelen 3, 5 en 5/1 zo gewijzigd zouden worden dat ze bepalen dat een kandidaat pas een nieuw voorlopig rijbewijs kan krijgen nadat een termijn van drie jaar verstreken is na het verstrijken van de geldigheid van het vorige voorlopig rijbewijs.

Artikel 5/1, § 2, is immers onvoldoende duidelijk aangezien daarin uitsluitend geregeld wordt wat volgt op een voorlopig rijbewijs B met begeleider en een voorlopig rijbewijs B zonder begeleider.

Wat dat betreft zou het ook beter zijn de tweede zin van het huidige artikel 5 op te heffen, waarvan de eerste zin het eerste lid wordt ⁽¹⁾.

2. Gezien de gevolgen die het ontwerp verbindt aan het verstrijken van de geldigheidstermijn van het voorlopig rijbewijs, rijst de vraag of het gelijkheidsbeginsel niet beter in acht genomen zou worden indien een kandidaat die zijn scholing onmogelijk kan voortzetten tijdens de geldigheidsperiode van zijn voorlopig rijbewijs, bijvoorbeeld als gevolg van een ongeval, ziekte, of een ander geval van overmacht, schorsing kan vragen van de geldigheid van dat voorlopig rijbewijs en verlenging van die geldigheid met een termijn gelijk aan de duur van de schorsing, naar het voorbeeld van wat het ontwerp bepaalt in geval van verval van het voorlopig rijbewijs.

Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 4 van het ontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het zevende lid van de aanhef, waarin naar dit advies verwezen wordt, moeten de woorden "§ 1," ingevoegd worden tussen de woorden "van artikel 84," en "eerste lid, 1/,".

⁽¹⁾ Uit deze bepaling valt immers *a contrario* af te leiden dat de kandidaat die houder is of is geweest van een voorlopig rijbewijs meteen een "nieuw" voorlopig rijbewijs kan krijgen, voor zover hij minder dan drie jaar geleden geslaagd is voor een theoretisch examen, wat in strijd is met het doel van het ontwerp.

Dispositief

Artikel 2

In het ontworpen artikel 3, § 2, d), tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 10 juli 2006 (artikel 2 van het voorliggende ontwerp), moeten de woorden "wettelijke partner" vervangen worden door de woorden "echtgenoot of wettelijk samenwonende".

Artikel 4

Zoals het ontworpen artikel 5, tweede lid, gesteld is, lijkt het artikel 8, § 6, 2/, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs te overlappen.

Deze bepaling moet evenwel worden herzien in het licht van algemene opmerking 2.

Artikel 8

De ontworpen bepaling verwijst naar "artikel 5/1, tweede lid"; wellicht moet gelezen worden "artikel 5/1, § 1, tweede lid".

Artikel 9

Artikel 9 van het voorliggende ontwerp strekt ertoe in de opsomming die in artikel 11 van het voornoemde koninklijk besluit van 10 juli 2006 staat, de woorden "en artikel 69, § 7, derde lid" te schrappen.

Om die woorden te schrappen, moet de structuur van de opsomming die in dat artikel voorkomt, aldus gewijzigd worden dat vóór de laatst vermelde bepaling het woord "en" wordt ingevoegd.

Bijlagen

Elke bijlage bij het ontwerp dient, onderaan, te worden voorzien van de vermelding "Gezien om gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van ..." ⁽²⁾.

⁽²⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 172 en formule F 4-8-1.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY